

IME : « Il manque un demi-poste d'enseignant »

Les parents d'enfants porteurs de handicap, scolarisés dans deux Instituts médico-éducatifs (IME) de l'APAEI de Caen, demandent un demi-poste d'enseignant en plus des deux accordés à la rentrée.

Entretien

Laurent Brard, porte-parole des parents mécontents d'enfants porteurs de handicap des Instituts médico-éducatifs (IME) Corentin-Donnard et Elie-de-Beaumont de l'Association des parents et amis des personnes handicapées (APAEI) de Caen, qui montent à nouveau au créneau face à l'Éducation nationale.

Pourquoi vous mobilisez-vous à nouveau ?

En mars, l'Inspecteur d'académie nous a garantis, et a confirmé dans la presse, que les moyens nécessaires à la mise en œuvre du nouveau projet pédagogique de l'établissement seraient alloués. Et que cela tournerai autour de deux postes. Même si cela ne nous semblait pas suffisant. C'est pourquoi nous étions convenus de faire un point à l'issue de la rentrée des classes.

Combien de postes ont finalement été créés en septembre ?

En septembre, deux postes ont été créés. Une enseignante de l'IME Elie-de-Beaumont qui était à mi-temps est passée à plein temps. Cela a permis de mettre en place une classe externalisée à Henry-Brunet avec sept enfants. Un autre poste a été affecté à Elie-de-Beaumont. Et à Corentin-Donnard, seul un demi-poste est venu compléter l'équipe existante de deux postes.

Qu'est-ce qui pose problème ?

À Corentin-Donnard, plusieurs enseignants se sont succédé sur le demi-poste créé à la rentrée. L'enseignant n'est présent que les jeudis et vendredis. Cela ne suffit pas. Il

faudrait que l'enseignement soit réparti sur l'ensemble de la semaine.

Nous demandons un demi-poste en plus pour assurer cette continuité d'enseignement. Il faudrait pour cela qu'une des enseignantes, travaillant à temps plein, voit ses temps de décharge au Centre de ressource autisme et à la coordination de l'école compensés. C'est le cas dans les autres IME du département. Mais ici, l'Inspection d'académie ne l'a pas prévu !

Que vous dit l'Inspection d'académie ?

Elle nous renvoie à la carte scolaire 2021. Mais il n'est pas question pour nous d'attendre plus longtemps. C'est maintenant que les élèves ont besoin de ce temps supplémentaire d'enseignement. Si les choses ne bougent pas, nous recommenceront à manifester devant l'Inspection académique.

Nathalie TRAVADON.



Laurent Brard, porte-parole des parents mécontents. DR